



Rebecca Gerome

Collaboratrice

Washington D.C.

TÉL : 202.261.7336

FAX : 202.785.6687

EMAIL : rgerome@foleyhoag.com

M^e Rebecca Gerome est collaboratrice au sein du cabinet Foley Hoag situé à Washington D.C., et figure parmi les membres du service Contentieux et arbitrage internationaux. Elle s'attache à représenter des États souverains dans le cadre de litiges opposant des États à d'autres États ou à des investisseurs, et eu égard aux questions relatives au conseil. Elle a travaillé sur des affaires portant notamment sur les ressources naturelles, le conflit armé, le patrimoine culturel et les télécommunications. En outre, Rebecca est un membre du domaine de pratique unique du cabinet consistant en la Responsabilité sociale des entreprises, dans le cadre duquel elle conseille des clients sur des questions liées aux entreprises et aux droits de l'Homme. Elle exerce activement des activités de bénévolat, en représentant des clients dans le cadre d'affaires relatives à l'immigration et au logement, et en conseillant des ONG internationales.

Avant de rejoindre Foley Hoag, Rebecca a effectué diverses missions auprès d'organisations non gouvernementales, parmi lesquelles figurent ses initiatives de mobilisation de premier plan aux Nations unies visant à intégrer au Traité sur le commerce des armes des dispositions relatives à la violence fondée sur le sexe ; la représentation de travailleurs dans des plantations de thé à Assam, dans le nord-est de l'Inde ; son adhésion à la Fondation Ford concernant les entreprises et les droits de l'Homme auprès de la Fédération internationale des droits de l'Homme, à Paris ; la représentation d'un condamné à mort dans l'Alabama ; la défense d'immigrants et d'un contentieux fondé sur le Premier Amendement à New York ; la réalisation d'une enquête sur des violations des droits de l'Homme dans une réserve indienne située dans le Montana ; la préparation de l'ouverture d'une école destinée aux enfants des rues en Équateur ; la collaboration avec des groupes chargés de faire valoir les droits des femmes en Colombie ; ainsi que des missions humanitaires au Moyen-Orient.

ADMISSIONS AU BARREAU

- District de Columbia
- New York

EXPÉRIENCE

Contentieux et arbitrage internationaux

- Conseil de la Gambie dans le cadre d'un procès intenté devant la Cour internationale de Justice, cherchant à tenir la Birmanie pour responsable, en vertu du droit international, du génocide perpétré à l'encontre des Rohingyas, et obtenant de la Cour qu'elle prenne des mesures conservatoires unanimes à l'encontre de la Birmanie.
- Conseil de l'Équateur lors de l'étape d'octroi de dommages et intérêts d'un arbitrage engagé au titre du Règlement de la CNUDCI concernant une décision de 9,5 milliards USD rendue par un tribunal équatorien à l'encontre de Chevron au titre de préjudices liés à la pollution et portant atteinte à la santé humaine en Amazonie équatorienne.
- Conseil de Maurice dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI par des investisseurs britanniques concernant la désignation de la région de Le Morne à

DOMAINES

Contentieux et arbitrage
internationaux

Responsabilité sociale des
entreprises

Contentieux

Droit international public

Litiges relatifs à la délimitation
des frontières maritimes et
terrestres

ÉTUDES

Université de New York, Doctorat
en droit, 2015

Sciences Po - Institut d'Études
Politiques de Paris, Maîtrise en
affaires internationales, 2010

Université de Columbia, Licence,
2009

LANGUES

Anglais

Français

Espagnol

titre de Site inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO, obtenant une sentence en faveur de Maurice.

- Conseil de Maurice dans le cadre d'un arbitrage *ad hoc* engagé en vertu du règlement de la CNUDCI par deux sociétés indiennes concernant la résiliation d'un accord d'aménagement des terres.
- Conseil de l'Ouganda devant la Cour internationale de Justice lors de l'étape de réparations d'une procédure engagée par la République démocratique du Congo concernant des activités armées sur son territoire.
- Conseil de l'État du Qatar dans le cadre d'une procédure engagée devant la Cour internationale de Justice suite à des violations, par les Émirats arabes unis, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- Conseil de l'État du Qatar dans le cadre d'une procédure d'arbitrage engagée à l'encontre du Bahreïn, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis sous l'égide de l'Union postale internationale.
- Conseil du Venezuela dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI en vertu du traité bilatéral d'investissement conclu entre l'Espagne et le Venezuela, suite à des investissements présumés dans le secteur agricole au Venezuela.
- Conseil du Venezuela dans le cadre d'une procédure d'annulation engagée devant le CIRDI en vertu de traités bilatéraux d'investissement conclus entre le Luxembourg et le Portugal concernant une expropriation présumée d'investissements dans l'industrie sidérurgique.
- Conseil d'un pays africain concernant le droit international public ainsi que la délimitation des frontières maritimes et terrestres.
- Conseil d'un pays du Moyen-Orient concernant la délimitation des frontières maritimes.

Contentieux engagés devant des tribunaux des États-Unis

- Défense d'Orange dans le cadre d'un procès devant jury fédéral à San Francisco. Le jury a décidé à l'unanimité d'accepter l'allégation de violation de secret commercial à hauteur de 60 millions USD invoquée par la société, ainsi que des allégations de piratage qu'une startup ayant cessé d'exister a fait valoir.
- Représentation de plusieurs États souverains étrangers dans le cadre de litiges en responsabilité civile et contractuels, et exécution de sentences arbitrales devant le tribunal de district fédéral du District de Columbia.

Bénévolat

- Représentation de demandeurs d'asile devant un tribunal chargé de l'immigration.
- Missions de bénévolat dans le cadre de l'Initiative de la Liberté pour les immigrants du Sud-Est du Southern Poverty Law Center : représentation d'immigrants détenus dans les zones rurales de la Géorgie.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Réseau des femmes de l'IANSA (ONG internationale) : M^e Gerome est parvenue à exercer des pressions sur des diplomates dans le cadre de négociations du Traité du commerce des armes devant les Nations unies, afin d'intégrer au traité des dispositions relatives à la violence fondée sur le sexe, 2010-2012.
- Ministère des Affaires étrangères des États-Unis, Bureau des questions relatives aux crimes de guerre, 2009.

DISTINCTIONS ET PARTICIPATIONS

Distinctions

- Membre de la Fondation Ford - fondation d'utilité publique (2014)
- Obtention de la première place au concours d'écriture sur le thème « La sécurité transatlantique vue par les femmes » (2011)

Participations

- Co-formatrice, équipe du concours de plaidoirie en droit pénal international organisé par la Faculté de droit de l'Université de New York (2014-2015)

PUBLICATIONS

- « *Preventing Gender-based Violence Through Arms Control : Tools and Guidelines to Implement the Arms Trade Treaty and UN Programme of Action* », publication de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (avril 2016)
- « *Limit Arms Exports to Prevent Violence Against Women* », Revue de l'OTAN (juin 2011)

INTERVENTIONS

- Conférencière et animatrice du débat sur le désarmement, le commerce international des armes et le droit international lors de la conférence pour les activistes en faveur des droits des femmes venus d'Irak, de Syrie, du Yémen et de Libye, Erbil, Irak (septembre 2016)
- Panéliste, « *Tools and Guidelines to Implement the Arms Trade Treaty and UN Program of Action* », évènement en marge de l'Assemblée biennale des États organisée par les Nations unies concernant les armes légères, Nations unies, New York (juin 2016)
- Panéliste, « *Breaking Barriers to Achieve Security, Justice and Peace : The Successful Campaign to Include Gender-Based Violence in the Arms Trade Treaty* », Conférence des pacificatrices, Institut Joan B. Kroc pour la paix et la justice, San Diego (septembre 2012)
- Panéliste, « *The Impact of UK Arms Trade and Policies on Women's Rights* », évènement en marge du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, Nations unies, Genève, Suisse (mai 2012)
- Intervenante, « *Direct and Indirect Impacts of Gun Violence on Women* », les points de vue des femmes sur le désarmement individuel, Istanbul, Turquie (décembre 2011)

- Conférencière et animatrice de la conférence sur le contrôle des armes, le désarmement et le droit international, Bamako, Mali (juin 2011)
- Panéliste, « Making the Invisible Visible : The Impact of Small Arms on Women and Girls in Colombia », événements en marge de l'Assemblée biennale des États organisée par les Nations unies concernant les armes légères, New York (juin 2010) et la Commission de la condition de la femme des Nations unies, New York (mars 2010)
- Panéliste « Disarming Domestic Violence », Encuentro Latinoamericano por el Desarme, Medellin, Foro sobre el Desarme, Bogotá, Colombie (septembre 2009) et 18^{ème} Conférence internationale sur la sécurité des communautés, Cali, Colombie (août 2009)